Contre-jour

États-Unis : surveiller et punir tous les « coins noirs » de l'univers

par Denis Lacorne

L'attentat du 11 septembre marque une césure radicale dans la vie politique américaine : il y a désormais un avant et un après. Il incarne un moment de vérité dans l'histoire des États-Unis, le moment où la superpuissance découvre sa vulnérabilité, le moment aussi d'un exceptionnel sursaut patriotique diffusé à travers toute une société qui vit désormais « sur ses gardes », le moment enfin de l'affirmation tous azimuts de la supériorité militaire américaine.

Géant endormi, l'Amérique n'avait rien d'un colosse aux pieds d'argile. Ses capacités de riposte contre le régime taliban, protecteur des réseaux d'Al-Qaida, ont démontré que sa vulnérabilité n'était pas synonyme de faiblesse. Et l'annonce d'une guerre prochaine contre l'Irak est la démonstration renouvelée d'une volonté de puissance, fondée sur l'usage presque solitaire de la force militaire. Le « syndrome du Vietnam » a été enterré au lendemain du 11 septembre : l'armée américaine assumait désormais les conséquences de ses choix stratégiques, sans s'interroger interminablement sur les risques d'enlisement, d'échec ou de coût humain en soldats ou en populations civiles. Les stratèges ont eu raison d'espérer que la guerre contre l'Afghanistan serait une « splendide petite guerre », à l'instar de la première guerre impérialiste américaine, contre l'Espagne, en 1898. Néanmoins, le succès n'a peut-être pas été aussi décisif qu'ils le prétendent. En prenant trop de précautions dans la bataille de Tora Bora, en facilitant la fuite vers le Pakistan de centaines de responsables talibans, protégés par les services secrets pakistanais, à l'issue de la bataille de Kunduz, les stratèges n'ont-ils pas simplement déplacé le conflit chez le voisin et allié, renouvelant ainsi le danger pour les ressortissants occidentaux ? Sans compter que l'ennemi numéro un, le chef du réseau d'Al-Qaida, était toujours en fuite. Il est vrai qu'aucune issue n'était vraiment satisfaisante : mort, Ben Laden devenait martyr ; prisonnier, il continuait à défendre sa cause ; vivant mais caché, il était Robin des Bois.

L'erreur du gouvernement Bush est d'avoir déclaré la guerre « au terrorisme »,

tâche de Sisyphe s'il en est. Il corrigea le tir, il est vrai, avec son discours sur l'état de l'Union[1], où il définissait un « Axe du mal ». Celui-ci n'était toutefois qu'un amalgame hétéroclite de puissances hostiles partageant une passion commune : moderniser leurs armements, améliorer la précision et la portée de leurs missiles, se réserver la possibilité d'user de moyens de destruction massive. Mais quelle puissance régionale n'aspire pas à réaliser de tels objectifs, à commencer par les principaux alliés des États-Unis ? En réalité, derrière le choix arbitraire de trois États terroristes – l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord – se profile un enjeu théorique important : redéfinir les principes de la dissuasion militaire à une époque où la possession de l'arme nucléaire, appuyée sur la doctrine dite MAD (destruction mutuelle assurée), a perdu toute crédibilité. Comment dissuader le plus efficacement possible un État hostile ou un État anarchique partiellement contrôlé par des forces hostiles aux États-Unis ? Comment inventer une nouvelle forme de dissuasion conventionnelle sans recourir à la catastrophe nucléaire ? Et surtout, comment prévenir une agression comparable à celle du 11 septembre ?

Analogies historiques

Comme il est toujours difficile de définir une situation radicalement nouvelle (ou prétendue telle), les décideurs se raccrochent au passé et procèdent par analogie pour mieux faire comprendre la portée de l'événement. En nommant précisément l'adversaire à venir, en le rattachant à un « Axe du mal », George Bush, dans son discours sur l'état de l'Union, tentait de faire revivre deux traditions historiques distinctes : la première, « l'axe », faisait allusion à la Seconde Guerre mondiale ; la seconde, « le mal », rappelait les grands combats mythiques de la guerre froide. En parlant d'axe, Bush signifiait que la guerre « contre la terreur » n'était ni un incident de parcours ni une guerre politique comme la guerre du Vietnam, mais un combat dont l'ampleur et la finalité en feraient quelque chose de comparable à la Seconde Guerre mondiale. En dénonçant le mal, il renouait avec la politique de guerre froide du parti républicain (Reagan avait déjà dénoncé « l'empire du mal »), proclamant ainsi la supériorité morale du combat mené par les États-Unis[2]. À l'ancien mal, le communisme et le matérialisme athée, succédait un nouveau, tout aussi pernicieux : les détenteurs d'armes de destruction massive. La richesse métaphorique de la formule cachait la pauvreté et l'arbitraire de son contenu. Le choix des pays de l'« Axe » était à l'évidence des plus discutables : pourquoi l'Iran plutôt que la Syrie ou la Libye ? Pourquoi pas l'Arabie saoudite, principal financier des réseaux d'Al-Qaida, ou encore l'Ukraine, grand proliférateur de déchets nucléaires, sinon même la Russie, premier exportateur de savoir-faire (et de savants) en matière de destruction massive, chimique, nucléaire ou bactériologique ? Admettons l'Axe, dans sa définition restrictive. Quel accord tacite unissait entre eux la Corée

du Nord à l'Irak et à l'Iran ? Pourquoi exclure de l'Axe du mal les réseaux terroristes internationaux ? Pourquoi enfin placer l'Irak en tête de liste ?

Le nouvel unilatéralisme américain

Manifestement, le seul adversaire « immédiat », pour l'entourage de George W. Bush, est l'Irak. Le choix de ce pays n'est pas anodin, même si le risque représenté par lui n'est pas aussi évident que l'affirme la Maison Blanche. Viser l'Irak, c'est faire une leçon de choses ; c'est affirmer que la guerre « juste », face à un État dangereux, non repenti, est une *guerre conventionnelle préventive*. La dénonciation de l'Irak est donc un moyen didactique d'expliciter une nouvelle doctrine militaire, libérant les États-Unis de la plupart de leurs engagements internationaux au nom d'un intérêt général supérieur : l'urgence d'agir avant qu'il ne soit trop tard. De nombreux ministres européens des affaires étrangères – Jack Straw, Hubert Védrine, Joschka Fisher, Chris Patten – ont relevé le caractère simpliste, grandiloquent, absolutiste du discours sur l'état de l'Union. Mais ils n'en ont pas saisi la clé : l'annonce d'un nouvel unilatéralisme, justifié par le principe même de la guerre préventive. Celle-ci, en effet, se prête mal aux compromis négociés ou aux actions coordonnées. L'action unilatérale est sans doute souhaitable pour garantir un certain effet de surprise. Mais elle est surtout nécessaire, d'après Bush, face à la réticence probable des puissances alliées : « Je ne laisserai pas faire les événements, alors que le danger se rapproche ; je ne serai pas un simple spectateur... » D'où cette remarquable profession de foi unilatéraliste : « Certains gouvernements feront preuve de timidité face à la terreur. Qu'on ne se méprenne pas : s'ils n'interviennent pas, l'Amérique agira ». La mise en branle d'un énorme dispositif d'encerclement de l'Irak – avec des mouvements de troupes et de matériel lourd vers la Turquie, le Koweit, le Qatar, l'île de Diego Garcia, sans oublier la récente vaccination de 440 000 militaires contre la maladie du charbon[3] – est bien la manifestation de ce fait accompli unilatéraliste : que vous soyez pour ou contre la guerre en préparation nous est indifférent ; nous agirons de toute manière parce que nous en avons seuls les moyens.

Bien sûr, il ne saurait y avoir, dans un monde globalisé, d'unilatéralisme absolu, et Donald Rumsfeld rappelait dans sa conférence de presse du 21 juin 2002[4] que soixante-neuf pays avaient directement participé à l'opération « Enduring Freedom » en Afghanistan et que trente-trois d'entre eux avaient envoyé des représentants au centre de commandement du Centcom à Tampa en Floride. Mais cette participation était subalterne, au service d'un unilatéralisme bien entendu. Elle est aujourd'hui limitée à des missions d'aide humanitaire ou à des opérations de maintien de la paix dans la région de Kaboul, avec la mise en place de la Force internationale d'assistance à la sécurité, dirigée d'abord par la Grande-Bretagne et, depuis juin, par la Turquie.

La doctrine Bush

Ébauchée lors du discours sur l'état de l'Union, élaborée lors du discours de promotion de West Point du 1er juin, la nouvelle doctrine Bush devrait être mise en forme à l'automne 2002 par le Conseil national de sécurité dont on annonçait, au moment de la rédaction de cet article, un texte capital. Il semblerait qu'il s'agisse là d'un rejet, ou plutôt d'un dépassement, des doctrines traditionnelles de l'endiguement et de la dissuasion. Selon Bush, la doctrine de la dissuasion nucléaire, telle qu'elle avait été définie pendant la guerre froide, « n'a plus aucun sens » aujourd'hui face aux réseaux terroristes qui n'incarnent ni nation, ni groupes de citoyens bien déterminés[5]. Il faut y substituer l'attaque préventive. Qu'est-ce qu'une « attaque préventive » ? C'est, d'après le secrétaire d'État Colin Powell, une attaque qui peut être annoncée mais différée ; concrétisée, mais feinte ; ou encore réalisée dans le plus grand secret. Elle peut se réduire à une menace, façon Kennedy (lorsque ce dernier menaça de détruire les installations russes de Cuba avant d'obtenir *in extremis* le retrait des lanceurs soviétiques, en 1962). Elle peut se limiter à une opération d'intimidation, comme celle de l'aviation américaine en novembre 1989, qui bombarda un aéroport philippin pour faire échouer une tentative de coup d'État contre le gouvernement de Corazón Aquino. Enfin, elle peut être lancée brusquement et sans préavis, comme l'avait fait l'aviation israélienne lors de l'action exemplaire contre le réacteur nucléaire Osirak. Le choix entre ces options – la menace, la feinte, l'attaque immédiate – est à l'initiative des seuls États-Unis[6].

Dans la plupart des cas, il s'agit d'un acte de légitime défense. Mais, pour être crédible, celle-ci doit être, selon Bush, « moralement justifiée ». Les valeurs qu'il invoque sont, dans le désordre, le « bien », la « justice », la « liberté humaine », des « valeurs communes » partagées par les amis des États-Unis. L'adversaire, en dehors même de son caractère « mauvais » (*evil*), est nécessairement « cruel », « totalitaire », indifférent à toute « dignité humaine », dirigé ou manipulé par des « dictateurs déséquilibrés » (*unbalanced dictators*) prêts à exercer un monstrueux chantage sur les États-Unis ou à leur infliger des dégâts considérables au moyen d'armes de destruction massive. L'ennemi à venir est d'autant plus insidieux qu'il mêle l'usage d'une idéologie radicale à celui des technologies les plus avancées. Dans cette perspective, la nature même de la défense du pays a changé ; c'est pourquoi, déclarait Bush aux nouveaux officiers de West Point, « l'armée doit être prête à intervenir à tout moment, contre n'importe quel coin noir (*dark corner*) de l'univers. Notre sécurité repose désormais sur nos capacités d'anticipation et de détermination, sur notre préparation à toute action préventive nécessaire à la protection de notre liberté et de nos vies »[7].

Pour un axe du moindre mal

Les Américains sont les seuls juges des « coins noirs de l'univers », et c'est bien ce qui inquiète, à juste titre, leurs alliés. Une guerre préventive ne peut être ni juste, ni crédible si les États-Unis ne disposent pas de la preuve solide d'une action terroriste plus que probable, c'est-à-dire imminente. Or la performance passée de leurs services de renseignement permet de douter qu'ils puissent en apporter les éléments. Aucune preuve n'existe à ce jour de l'utilisation imminente par l'Irak de ses armes offensives. Aucune preuve d'une aide de l'Irak, passée ou présente, au réseau d'Al-Qaida ou à tout autre réseau terroriste[8]. Agir sans preuves, ou avec des preuves incertaines ou insuffisantes, n'aboutirait qu'à banaliser le recours à la guerre préventive. D'autres États peut-être moins précautionneux, comme l'Inde, le Pakistan ou la Chine, s'inspirant du précédent américain, pourraient tenter à leur tour de régler leurs problèmes de frontières en lançant des attaques « préventives ». Face à l'arbitraire des scénarios de guerre d'un président par trop fougueux, on comprend la prudence des alliés européens pour qui le seul axe qui vaille est « l'axe du moindre mal », c'est-à-dire la diplomatie d'abord et la guerre préventive en dernier recours, et à condition que soit prouvé l'usage imminent d'armes de destruction massive. Que les Américains ne s'étonnent pas, dans ces circonstances, des critiques européennes. Privés de tout moyen de contrôle, incapables de juger du bien-fondé des allégations américaines sur d'hypothétiques « coins noirs », les dirigeants européens auraient tort de ne pas dénoncer publiquement l'unilatéralisme d'un géant trop bien réveillé. Le refus de signer le traité de Kyoto sur le changement climatique, le refus de se conformer aux exigences de la Cour pénale internationale, la décision de ne pas appliquer le système d'inspection des prisons prévu par la Convention internationale contre la torture, le refus probable, à l'heure où nous écrivons, de la médiation de l'ONU pour envoyer en Irak un nouveau corps d'inspecteurs soulignent, d'une autre façon, les progrès de cet unilatéralisme. L'écart croissant entre une Europe qui croit de plus en plus aux vertus de la diplomatie multilatérale et aux progrès du droit international et une Amérique résolument engagée dans le monde, mais refusant toute contrainte multilatérale et tout accord susceptible de limiter directement ou indirectement sa souveraineté met bien en évidence deux cultures stratégiques radicalement opposées[9]. D'où ce paradoxe bien décrit par un journaliste anglais : « La souveraineté des États-Unis est absolument inviolable, mais les États-Unis se réservent le droit d'intervenir dans les affaires des autres, si celles-ci apparaissent menaçantes »[10].

Pour être complète, la critique européenne de l'unilatéralisme présuppose une réflexion sur les bases concrètes de la nouvelle culture stratégique américaine. Celle-ci repose, en dehors de sa justification idéologique (le monde moderne reste anarchique et hobbesien), sur des conditions matérielles issues de la guerre froide.

Privés d'un adversaire principal qui mobilisait l'essentiel de ses ressources militaires, bénéficiant d'une croissance économique exceptionnelle, les États-Unis disposent aujourd'hui d'une capacité de projection de leurs forces militaires hors du commun ; et à peu de frais !

Paul Kennedy, le spécialiste anglais de l'histoire moderne des grands empires, auteur de la thèse du « déclin de l'Amérique » popularisée dans les années quatre-vingt[11], a dû faire amende honorable : l'Amérique n'a pas été affaiblie par la « surextension » géographique de ses engagements militaires, au contraire ; si le conflit entre réseaux terroristes et grandes puissances militaires est bien asymétrique, il existe une autre asymétrie, beaucoup plus marquée, « entre les États-Unis et les autres puissances mondiales ». En contrôlant à eux seuls près de 40 % des dépenses militaires mondiales (contre 6 % pour la Russie, 5 % pour la France, 3 % pour la Chine...), les États-Unis dépensent plus pour leur armée que toutes les grandes puissances impériales recensées par l'historien depuis cinq cents ans. Or ces dépenses sont relativement modestes, à l'échelle du pays : le budget du Pentagone dans les années quatre-vingt était supérieur à 6 % du PIB, il dépasse à peine, aujourd'hui, les 3 %. « Être le numéro un mondial en dépensant beaucoup est une chose ; rester à moindre coût l'unique superpuissance du globe est proprement incroyable », conclut Paul Kennedy[12].

Populaire, jusqu'à quand ?

Neuf mois après le début effectif de la guerre du Golfe, Bush père avait perdu l'essentiel de son capital de popularité : 85 % des Américains approuvaient son action en janvier 1991, contre 50 % en octobre de la même année (et moins de 40 % six mois plus tard !). D'après une série de sondages du *Wall Street Journal*, George W. Bush est, au début de l'intervention américaine en Afghanistan, aussi populaire que son père. Neuf mois plus tard, en juillet 2002, 67 % des Américains soutiennent encore son action, malgré l'éclatement de la bulle spéculative de Wall Street et les innombrables révélations de fraudes comptables, fiscales et autres violations du droit des sociétés[13]. La guerre du fils a donc été plus populaire que celle du père, sans doute parce que le choc du 11 septembre avait été plus traumatisant, sans doute aussi parce que la menace est restée présente. Mais le maintien relatif du capital de popularité de George W. Bush tient aussi à son exceptionnel pragmatisme, que d'aucuns qualifieront de pure hypocrisie. Face aux révélations de la justice et des médias sur le manque généralisé d'une *good governance* des sociétés, Bush fils a d'abord cherché à temporiser, en proposant de très modestes réformes de la réglementation des pratiques comptables, boursières et d'audit des entreprises. Pris en tenaille entre une opinion publique qui souhaitait, dans sa grande majorité (plus de 60 % des réponses) une intervention vigoureuse de l'État fédéral pour mettre

fin aux excès du secteur privé, et un Congrès enfin désireux de sanctionner toutes les formes de *corporate crime* (délit d'entreprise), Bush allait au-delà même des inquiétudes exprimées en proposant un projet de loi musclé, destiné, selon son expression, à mettre fin à « l'époque des faux profits et des normes indésirables » et à punir tous les « tricheurs » qui trompent les petits investisseurs en leur faisant prendre des risques qu'ils savent pertinemment être déraisonnables. « Le libre marché, précisait Bush, n'est pas une jungle où seuls les moins scrupuleux survivent », mais un domaine qui doit être soumis à toute la rigueur de la loi[14]...

Il reste que le président le plus populaire des États-Unis est désormais sur la défensive, face à une crise du capitalisme américain qui n'est pas sans rappeler celle des années trente. Il doit en outre faire face au réveil d'un autre géant endormi : le Congrès. Le sursaut patriotique du début de l'année 2002 avait réduit l'opposition démocrate au silence. Ce n'est plus le cas depuis le mois de juillet. Plus aucun sujet n'est tabou, à commencer par les pratiques boursières, à la limite de la légalité, du président Bush lorsqu'il était membre du conseil d'administration de la société Harken et du vice-président Dick Cheney lorsqu'il dirigeait la société Halliburton. Pour la première fois depuis le 11 septembre, la politique étrangère est soumise à une critique en règle, rythmée par les auditions du Congrès, les fuites de documents supposés secrets, les témoignages contradictoires de militaires et de spécialistes du renseignement, les déclarations particulièrement critiques de Richard Armey, leader de la majorité républicaine de la Chambre des Représentants, de trois anciens conseillers de la sécurité nationale, Henry Kissinger, Zbigniew Brzezinski et Brent Scowcroft, et de l'ancien secrétaire d'État James Baker III[15]. Mais il n'est pas sûr que ces auditions et le débat public qu'elles suscitent mettent fin aux obsessions d'un président décidé à en finir avec l'Irak de Saddam Hussein. Certains espèrent même, à l'instar du sénateur républicain de l'Indiana, Richard Lugar, qu'elles contribueront « à la constitution d'un puissant soutien populaire pour des actions qui exigeront de grands sacrifices de la part du peuple américain »[16].

Au total, on ne peut qu'être frappé du contraste entre la rigidité et l'intransigeance d'une politique étrangère unilatéraliste et la souplesse toute pragmatique d'une politique intérieure destinée à préserver la popularité du président. Quand il s'agit de combattre un ennemi réfugié au fin fond des « coins noirs » du monde ou de parachever une guerre commencée par son père, George W. Bush, contrairement à son prédécesseur, marque un faible intérêt pour la défense des droits de l'homme, la promotion de régimes démocratiques ou la médiation des grandes organisations internationales. Les avis des alliés ou des amis sont rarement pris au sérieux : le gouvernement Bush agit d'abord et réfléchit ensuite. En politique intérieure, on ne peut qu'admirer les acrobaties d'un président qui, de partisan du libre échange, devient protectionniste pour aider les industries de l'acier (et gagner quelques voix dans le Midwest) et qui, apôtre de la déréglementation des marchés,

se fait l'avocat d'une réglementation stricte des mêmes marchés. Le défenseur du *big business* n'hésite plus à condamner la malhonnêteté des spéculateurs et à faire arrêter, menottes aux mains, des PDG accusés de malversations...

D'un point de vue européen, on peut espérer qu'un président unilatéraliste, mais éminemment pragmatique, comprendra le moment venu qu'il est parfois utile, dans l'intérêt même des États-Unis, de renouer avec une conception tant soit peu multilatérale des relations internationales. Au début du siècle, comme le rappelle Joseph Nye dans son *Paradox of American Power*, alors que les États-Unis étaient en train de devenir une puissance de premier rang, Teddy Roosevelt, le président le plus admiré par George W. Bush, défendait sa conception de l'unilatéralisme avec la formule fameuse : « Parlons doucement, mais un gros bâton à la main »[17]. Le gros bâton à la main, Bush serait bien avisé de méditer le premier élément de ce propos : parler doucement. Mais cela ne suffit pas. Une grande puissance responsable doit aussi savoir écouter avec attention ses meilleurs alliés, faute de quoi l'« Axe du mal » risquerait de donner naissance à l'« Axe de l'incompétence »[18]. ■

Denis Lacorne est chercheur au CERI. Il a récemment co-dirigé avec Tony Judt *La politique de Babel. Du monolinguisme d'État au plurilinguisme des peuples*, Paris, Karthala, 2002.
E-mail : **lacorne@ceri-sciences-po.org**

1. Discours sur l'état de l'Union, 29 janvier 2002, **http://www.whitehouse.gov/news/releases/2002/01/20020129-11.html**
2. C'est là une vieille tradition défendue, par exemple, par Eisenhower lorsqu'il remercia avec émotion le Congrès pour avoir officiellement moralisé le serment au drapeau (*pledge of allegiance*) en ajoutant les mots « one Nation *under God* » à la formule préexistante : « ... one Nation indivisible, with liberty and justice for all ». « Désormais, nos millions d'écoliers proclameront chaque jour, dans chaque ville, village, école rurale, que notre nation et notre peuple sont voués au Tout-Puissant », déclarait-il le jour de la signature de la loi du 14 juin 1954 modifiant le contenu du serment au drapeau, initialement codifié par le Congrès le 22 juin 1942.
3. À noter en outre la construction, désormais achevée, de l'immense base militaire de Al-Udeid au Qatar et la conduite, sur le sol américain, des plus grandes manœuvres militaires inter-armées jamais effectuées depuis la Seconde Guerre mondiale (manœuvres offensives dites « défi du millénaire 2002 »). Réalisées pendant trois semaines avec environ 13 500 militaires (et pour un coût de 250 millions de dollars) engagés sur neuf sites différents, ces manœuvres simulaient un conflit dans la région du Golfe contre un adversaire hypothétique, dénommé « Rouge », qui aurait pu être l'Irak ou l'Iran. Elles avaient pour but de faciliter l'intégration en temps réel, sur le champ de bataille, des trois forces classiques (armée de terre, marine et aviation) et des forces spéciales. Pour plus de détails, voir Thom Shanker, « A new world of warfare is tried out », *New York Times*, 20 août 2002.
4. US Department of Defense, News Transcript, Foreign Press Center, 21 juin 2002.
5. George W. Bush, « Graduation speech », US Military Academy, West Point, New York, 1er juin 2002, **http://www.whitehouse.gov/news/releases/2002/06/20020601-3.html**

6. Glenn Kessler et Peter Slevin, « Any use of preemptive force must be "decisive" Powell says », *International Herald Tribune*, 17 juin 2002 ; David E. Sanger, « Defining a preemptive defense », *IHT*, 18 juin 2002.
7. Discours de West Point, *op. cit.*
8. Joby Warrick, « In assessing Iraq's arsenal, the "reality is uncertainty" », *Washington Post*, 31 juillet 2002 ; Leila Abboud, « Iraq is unlikely to share weapons with terrorists, ex-inspector says », *Wall Street Journal*, 1er août 2002.
9. Le contraste entre les deux cultures est brillamment analysé, quoiqu'exagéré, par Robert Kagan dans son récent « Power and Weakness », *Policy Review* n° 113, juillet 2002.
10. Philip Stephens, « America breaks the global ties », *Financial Times*, 5 juillet 2002.
11. Paul Kennedy, *The Rise and Fall of Great Powers*, New York, Vintage Books, 1987, p. 514-535. (trad. francaise : *Naissance et déclin des grandes puissances*, Payot, 1991).
12. P. Kennedy, « Une suprématie militaire sans précédent », *Le Courrier international*, n° 597, 11 avril 2002 (d'abord paru dans le *Financial Times*).
13. Voir Jim Vandehei, « Bush vows to press war against terror », *Wall Street Journal*, 11 janvier 2002 ; Gerald Seib et John Harwood, « As their faith wanes, Americans grow eager for reform of markets », *Wall Street Journal*, 24 juillet 2002. D'après ce dernier article, 70 % des Américains affirment « ne pas avoir confiance » dans les déclarations des entreprises ou des sociétés de bourse américaines.
14. Elisabeth Bumiller, « Bush signs bill aimed at fraud in corporations », *New York Times*, 31 juillet 2002.
15. H. Kissinger, *Washington Post*, 12 août 2002 ; B. Scowcroft, *Wall Street Journal*, 15 août 2002 ; Z. Brzezinski, *Washington Post*, 18 août 2002 ; J. Baker, *New York Times*, 25 août 2002.
16. Cité dans James Dao, « Experts warn of high risks of a U.S. invasion of Irak », *New York Times*, 1er août 2002.
17. Joseph Nye, *The Paradox of American Power*, New York, Oxford University Press, 2001, p. 157.
18. J'emprunte cette expression à Harold Meyerson, « Axis of incompetence », *American Prospect*, 20 mai 2002.